



**Noir Canada,  
Pillage, corruption et criminalité en Afrique  
Alain Deneault avec Delphine Abadie et  
William Sacer  
Éditions Ecosociété, Montréal, 2008**

---

Enriqueta Sugasti

Frappé d'une mise en demeure pour diffamation de la part de la puissante société minière Barrick Gold avant même sa parution, le livre d'Alain Deneault et de ses coauteurs Delphine Abadie et William Sacher, *Noir Canada, Pillage corruption et criminalité en Afrique*, ainsi que son éditeur Ecosociété, font l'objet actuellement de deux poursuites-bâillon (ou SLAPP<sup>1</sup>) destinées principalement à les museler définitivement.

*Noir Canada* tisse un tableau noir, en effet. En 356 pages, Alain Deneault nous livre une description détaillée de la façon dont les compagnies canadiennes, notamment celles du secteur minier et pétrolier, se livrent à une exploitation – voire une spoliation – systématique du continent africain, en utilisant impunément des méthodes clairement mafieuses. Selon l'auteur, l'éventail des pratiques est large et varié, tout étant valable au nom du profit : ingérence politique, corruption, privatisations forcées, détournement massif de capitaux vers les paradis fiscaux, partenariats avec des seigneurs de guerre locaux, ventes d'armes, accentuation des tensions armées dans les régions convoitées, expropriations brutales, « génocides involontaires », désastres écologiques, meurtres. Ces pratiques, accélérées et généralisées depuis une vingtaine d'années, ne sont certes pas l'apanage des seules sociétés canadiennes, mais l'intérêt de cet ouvrage consiste à montrer comment le Canada, avec la complicité, voire l'appui légal et diplomatique du gouvernement canadien, et à travers les avantages juridiques, institutionnels

---

<sup>1</sup> SLAPP : *Strategic lawsuit against public participation*. Une **poursuite stratégique contre la mobilisation publique** ou **poursuite-bâillon** est une action en justice visant à entraver la participation politique et le militantisme. Document électronique, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Poursuite\\_strat%C3%A9gique\\_contre\\_la\\_mobilisation\\_publicque](http://fr.wikipedia.org/wiki/Poursuite_strat%C3%A9gique_contre_la_mobilisation_publicque).

et fiscaux qu'il leur confère, est en train de devenir un véritable paradis juridique pour les « intérêts canadiens »<sup>2</sup>.

L'œuvre du collectif Ressources d'Afrique est l'aboutissement d'une recherche systématique, d'une compilation et d'une synthèse de milliers de documents officiels, de mémoires d'experts, de rapports d'organismes internationaux et d'ONG, d'articles de presse, déjà publiés et accessibles au public. La plupart des données ont été recoupées et chaque affirmation amplement documentée, comme en attestent les innombrables notes remettant à des sources citées à la fin de chaque chapitre. Il n'en demeure pas moins, comme le souligne bien l'auteur, qu'elles ne constituent, en stricts termes juridiques, que des **allégations**. Le but de l'ouvrage n'étant que la démystification du discours prédominant d'un Canada moralement irréprochable, la sensibilisation du public – indirectement complice de ces pratiques via les REER<sup>3</sup> et autres placements cotés en bourse – et l'espoir de voir un jour se constituer une commission publique indépendante pour enquêter sur les pratiques de ces sociétés et les conséquences pour les populations africaines.

Malgré un style fluide, parfois même ironique, le contenu de l'œuvre est dense étant donné la quantité d'informations synthétisées en relativement peu de pages, ce qui oblige parfois le lecteur à relire certains passages pour en suivre le raisonnement. Dans la mesure où l'auteur cherche à fournir une interprétation cohérente d'un nombre impressionnant de sources, l'exercice finit par devenir trop ambitieux par rapport à la complexité de la réalité qu'il essaie de décrire. Avancer dans le récit implique de laisser beaucoup de questions sans réponse et le tableau plutôt impressionniste qui nous reste après la lecture du livre nous pousse à nous demander si l'auteur n'aurait pas gagné à limiter la quantité d'informations au profit de quelques cas bien analysés.

Il est toutefois clair que *Noir Canada, pillage, corruption et criminalité en Afrique* est une dénonciation systématique des pratiques criminelles des sociétés « canadiennes » d'origine souvent brumeuse, bénéficiant d'une protection juridique et idéologique sans égal dans le reste du monde. Il s'agit d'un livre engagé, voire militant, visant à secouer l'opinion publique et l'incitant à réveiller son sens de responsabilité civile en mettant en lumière des procédés réels des sociétés impliquées en Afrique, des mécanismes souvent cachés par un bon « marketing » publicitaire, dans le prolongement logique d'une idéologie néolibérale de plus en plus extrême, amoral et répandue à travers les quatre coins de la planète. C'est une dénonciation qui s'inscrit dans la tradition de toute recherche critique et engagée en sciences sociales visant à lutter contre une pensée qui se transforme en pratiques de plus en plus hégémoniques<sup>4</sup>, normalisées et incontestables. Mais c'est aussi une illustration concrète et actuelle de la place de l'Afrique dans le « système

<sup>2</sup> Ces « intérêts » incluent, selon les auteurs, des acteurs de trois ordres : les sociétés qui ont leur siège social au Canada et qui constituent des sociétés de droit, les sociétés étrangères cotées en Bourse à Toronto ou dans une autre ville canadienne et les « investisseurs du Canada engagés dans des structures enregistrées ailleurs dans le monde (*a fortiori* s'il s'agit d'un paradis fiscal) » (p.9).

<sup>3</sup> Au Canada, le Régime enregistré d'épargne retraite (REER) est un outil financier qui permet de réaliser une croissance de l'actif, libre d'impôt, en vue de bâtir un capital en prévision de la retraite financièrement acceptable.

<sup>4</sup> Nous utilisons le terme « hégémonique » dans le sens donné par John L. et Jean Comaroff, 1991, *Of Revelation and Revolution*, Chicago: University of Chicago Press.

monde » contemporain<sup>5</sup>, de sa vulnérabilité en tant que continent périphérique exacerbée par les jeux du capitalisme financier. S'il n'est pas un livre théorique, l'intérêt de l'œuvre pour tout chercheur en sciences sociales est indéniable; non seulement comme source d'information qui puisse mener à des recherches plus approfondies, mais aussi pour mieux comprendre la réalité historique de l'Afrique d'aujourd'hui. Pour tout anthropologue œuvrant dans le continent, il nous semble que la lecture de ce livre offre des pistes de réflexion – ainsi que des données bien concrètes, grâce aux sources citées – dans le travail incontournable de contextualisation du terrain d'étude.

Alain Deneault et ses collaborateurs s'adressent cependant au public général, plus particulièrement aux lecteurs canadiens, le but étant de les mettre en garde contre la perversité d'un système auquel la plupart des citoyens contribuent à perpétuer, souvent à leur insu, grâce à leurs apports aux REER et autres placements financiers. Oui, le livre dérange. S'il réussit à susciter un débat dans la société canadienne, à promouvoir des recherches ultérieures ou à provoquer des enquêtes publiques, l'objectif de l'auteur sera largement atteint.

---

<sup>5</sup> Voir l'abondante littérature sur la théorie de la dépendance de Marx à Wallerstein, en passant par Samir Amin.

## Référence

Comaroff, John L., and Jean Comaroff  
1991 *Of Revelation and Revolution*. Chicago: University of Chicago Press.

*Enriqueta Sugasti*  
*M.Sc. Anthropologie*  
*Université de Montréal*  
*sugasti@videotron.ca*